

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Un nouveau repli du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se détériore à nouveau (-6,4 points), après le redressement constaté au trimestre précédent. Il est maintenant très en deçà de sa moyenne de longue période (-11,7 points).

Cette évolution s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprises sur le trimestre écoulé et des perspectives en retrait.

L'activité passée est jugée en baisse et devrait rester en retrait au prochain trimestre. Le climat d'incertitude se traduit par une dégradation des prévisions d'investissement.

Indicateur du Climat des Affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'évolution des indicateurs macroéconomiques confirme ce ralentissement conjoncturel. Le marché de l'emploi se contracte légèrement. La consommation des ménages est incertaine et l'investissement des entreprises s'infléchit, après un début d'année prometteur.

Les évolutions sectorielles reflètent cette morosité, affectées par des facteurs techniques mais également par un certain attentisme des agents économiques en période électorale. La production de nickel est pénalisée par les difficultés rencontrées par l'usine du Sud. Le secteur touristique pâtit d'une baisse de fréquentation et la confirmation de l'arrêt de la desserte de la Nouvelle-Calédonie depuis la Réunion pèse sur le moral des professionnels. Enfin, le repli d'activité se confirme pour le secteur du BTP, dans l'attente de la concrétisation des nouveaux chantiers.

LE RYTHME DE CROISSANCE RALENTIT DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le taux de croissance de l'économie chinoise atteint +1,8 % au deuxième trimestre, confirmant le ralentissement entamé depuis le quatrième trimestre 2011. Le PIB chinois s'infléchit ainsi de 2 points sur un an, à +7,6 % à fin juin 2012. Parallèlement, la progression de l'indice des prix à la consommation décélère, n'augmentant plus que de 2,2 % en glissement annuel.

Au Japon, la croissance de l'économie s'infléchit nettement, à +0,3 % au deuxième trimestre, après +1,2 %. A fin juin, l'indice des prix à la consommation japonais est en repli de 0,2 % sur un an. Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 12 juillet, de laisser inchangé son principal taux directeur, dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %.

En Australie, le PIB progresse de 0,6 % au deuxième trimestre, après une hausse jugée exceptionnelle de 1,4 % au trimestre précédent. Sur un an, la croissance atteint +3,7 % portée par les dépenses de consommation des ménages. La Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé, le 7 août, de maintenir son taux directeur à 3,5 %.

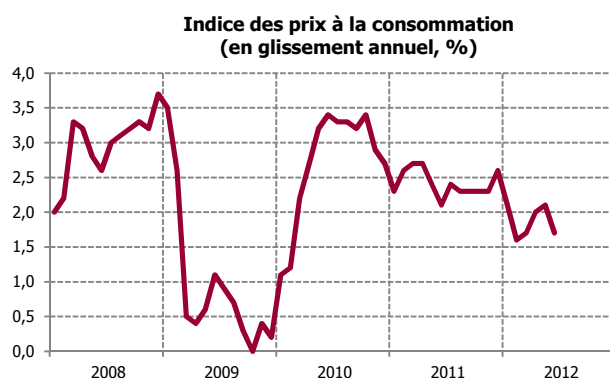
L'activité économique néo-zélandaise s'accroît de 1,1 % au premier trimestre 2012. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+2,0 %), des services aux entreprises (+2,0 %) et de l'agriculture (+2,3 %) ont été les principaux contributeurs à cette croissance. Au cours du même trimestre, le dollar néo-zélandais s'est apprécié de 8,6 % par rapport au F CFP. La Reserve Bank of NZ a décidé, le 26 juillet, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Une hausse des prix à la consommation contenue

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,7 % au 2^e trimestre 2012, après +0,1 % enregistré au trimestre précédent. L'énergie (+2,3 %) et les services (+0,8 %) sont les principaux contributeurs à l'évolution globale de l'indice. La hausse des prix de l'alimentation (+0,3 %) et des produits manufacturés (+0,6 %) est plus modérée.

Le glissement annuel de l'indice à fin juin est de +1,7 %, comme à fin mars. L'énergie et les services enregistrent les hausses de prix les plus fortes, respectivement +5,1 % et +2,4 %.

Dans le cadre du plan global de lutte contre la vie chère, le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie a fixé, ce trimestre, les marges de 400 produits de grande consommation et de prestations de service.

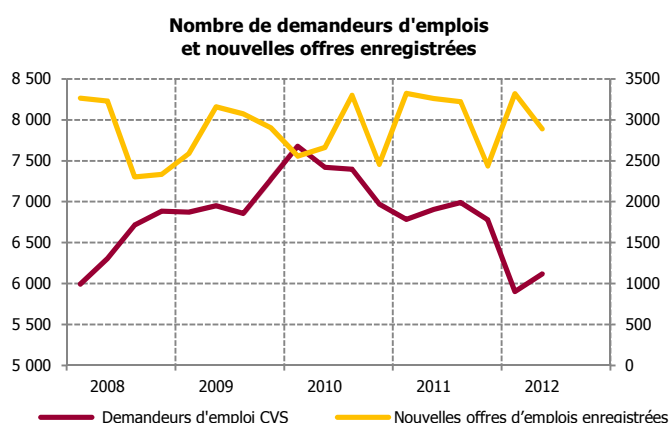


Source : ISEE

Un léger repli du marché du travail

Le marché du travail se révèle moins porteur. Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) ressort en hausse de 4 % sur le trimestre, contrastant avec la baisse de 12 % enregistrée en mars. Les nouvelles offres d'emploi sont en repli de 13 % ; après une augmentation de 36 % au trimestre précédent. La baisse des offres d'emploi est très marquée en Province Nord (-41 %), correspondant à la fin des recrutements liés à l'usine du Nord. A l'inverse, en Province Sud, les nouvelles offres d'emploi ont augmenté de +2,4 %.

Toutefois à fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) s'inscrit en baisse de 11 % en glissement annuel. Le nombre d'offres cumulé depuis le début de l'année s'infléchit de -6 %, toujours en lien avec l'achèvement des grands chantiers.



Source : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

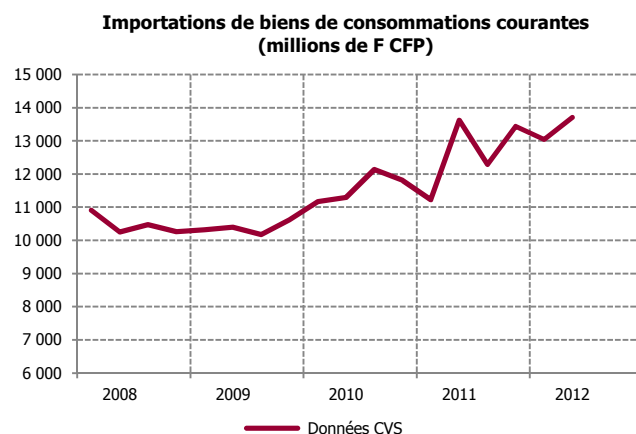
Une consommation des ménages incertaine

La consommation des ménages se maintient ce trimestre, mais les indicateurs présentent des évolutions contrastées.

Si les importations de biens de consommations courantes et de produits alimentaires demeurent bien orientées avec respectivement +5 % et +8 % (données CVS), les immatriculations de véhicules de tourisme neufs se contractent de 10 %. De même, les importations d'articles d'habillement et de chaussures s'inscrivent en repli de 7 % sur le trimestre.

Les professionnels du commerce font de nouveau état dans l'enquête de conjoncture d'un niveau d'activité dégradé et n'envisagent pas d'amélioration au prochain trimestre.

L'encours du crédit à la consommation des ménages progresse de 1,1 % à fin juin 2012.



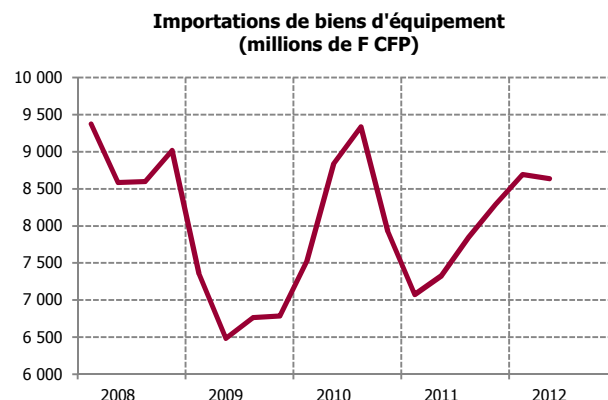
Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Un investissement qui marque le pas

Après un premier trimestre bien orienté, l'investissement des entreprises marque le pas. Les importations de biens d'équipement affichent une légère baisse (-1 % en CVS) et le repli des immatriculations de véhicules utilitaires se confirme (-7 % en CVS, faisant suite à une baisse de 14 % au trimestre précédent). L'encours des crédits à l'investissement des entreprises s'inscrit néanmoins en hausse ce trimestre (+1,5 %).

Les intentions d'investir à un an des chefs d'entreprises chutent nettement (notamment pour les secteurs du tourisme, des services et du BTP), contrastant avec les prévisions d'investissement plus optimistes du trimestre passé.

L'investissement immobilier des ménages reste dans une bonne dynamique, avec une nouvelle augmentation de l'encours bancaire des crédits à l'habitat (+1,3 % contre +1 % le trimestre précédent). Sur un an, la progression reste notable (+9 %).

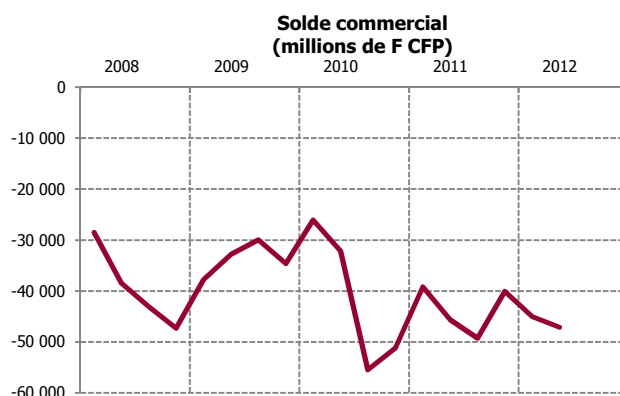


Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Accroissement du déficit des échanges de biens

Les importations retrouvent une orientation positive (+3,7 %) après deux trimestres consécutifs de baisse. Les plus fortes hausses concernent les produits alimentaires (+11,3 %) et le matériel électrique (+8,9 %). Les importations de produits minéraux (incluant les hydrocarbures) diminuent pour leur part de 7,4 % en valeur, sous l'influence de la détente du cours du baril de Brent (-11 % sur le trimestre).

Les exportations s'inscrivent en hausse de 2,5 %, malgré le recul des exportations métallurgiques. Elles bénéficient de la bonne tenue des exportations de crevettes.



Sources : Service des Douanes, ISEE

Dans ce contexte, le déficit du solde commercial s'établit à 47 milliards, en augmentation de 2 milliards de F CFP par rapport au premier trimestre.

UNE MOROSITÉ QUI TOUCHE LA PLUPART DES SECTEURS

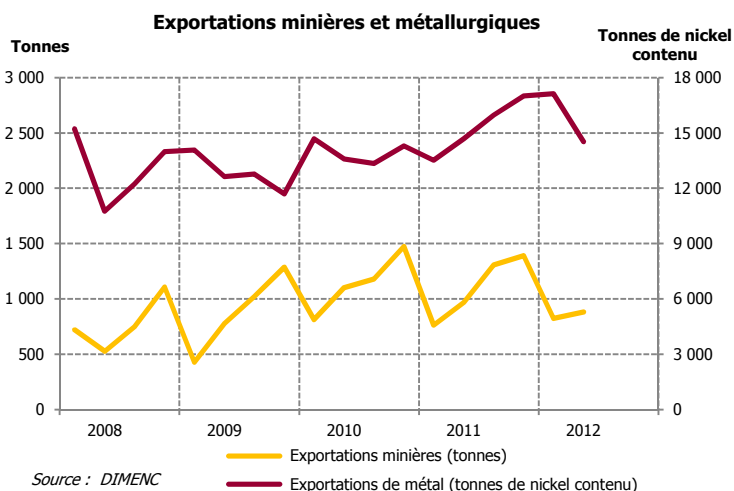
Selon les professionnels du **secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, l'activité est en progression. Cette évolution concerne notamment l'élevage (hausse de 5 % CVS des abattages de viande porcine, en tonnes) et la pêche (+8 % CVS des exportations de crevettes, en tonnes). Les professionnels prévoient néanmoins un tassement de leur activité au trimestre prochain.

L'activité des **mines et de la métallurgie** se dégrade.

La production métallurgique chute de 17 %, pénalisée notamment par un incident technique survenu au sein de l'usine d'acide de Vale NC, lequel a entraîné une interruption d'activité. Ainsi, les dérivés de nickel issues de l'usine du Sud (NHC et NiO) ne dépassent pas 626 tonnes de nickel contenu ce trimestre (contre 3 860 tonnes au 1^{er} trimestre).

La production de minerais bruts est à l'inverse plus soutenue qu'au premier trimestre, perturbé par des intempéries saisonnières. L'extraction minière affiche une hausse de 18 % sur le trimestre, grâce aux sapolites (+24 %). L'extraction de latérites, progresse moins fortement (+8 %).

Les exportations de minerais bruts enregistrent une reprise



Source : DIMENC

— Exportations minières (tonnes)
— Exportations de métal (tonnes de nickel contenu)

modérée (+7 %) après une baisse de 37 % au trimestre précédent, portée notamment par la demande japonaise. Les exportations de produits métallurgiques baissent pour leur part de 15 % en volume et de 5 % en valeur, en lien avec l'incident de l'usine du Sud. Les premières exportations de NiO ont toutefois eu lieu ce trimestre, à destination de l'Australie, soit 1 500 tonnes valorisées à 1,7 milliard de F CFP.

La montée en charge de l'usine du Sud est différée, les prochaines campagnes de production étant attendues pour la fin de l'année. Parallèlement, les stocks mondiaux de nickel continuent de croître (+8 % ce trimestre). En outre, les difficultés de l'économie européenne et la décélération de la croissance en Chine, grand consommateur d'acier inoxydable, ne laissent pas envisager d'amélioration des cours d'ici la fin de l'année.

L'activité du **bâtiment et travaux publics** poursuit la dégradation amorcée en 2011. Les ventes de ciment (CVS) se contractent de 10 % sur le trimestre et sont inférieures de 26 % à celles enregistrées à la même période en 2011. Les professionnels mentionnent une diminution de leurs effectifs pour le 4^e trimestre consécutif mais anticipent une stabilisation de l'activité et un maintien des emplois au prochain trimestre.

Les prix à la construction connaissent une hausse plus modérée ce trimestre (+0,7 % contre +3,8 %). Sur un an, l'index BT21, tous travaux confondus a progressé de 4,9 %.

Dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme**, l'activité s'est légèrement dégradée selon l'enquête de conjoncture. Le nombre de touristes (CVS) a chuté de 9 % sur le trimestre, mais se maintient au dessus du niveau atteint au deuxième trimestre de l'année précédente (+2,3 %).

La confirmation de l'arrêt de la desserte de la Nouvelle-Calédonie depuis La Réunion via l'Australie pèse sur le moral des professionnels du secteur qui anticipent une franche dégradation de leur activité au prochain trimestre.

Ventes de ciment (tonnes)



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Nombre de touristes



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

NOUVEAUX RISQUES SUR LA REPRISE MONDIALE

Dans un contexte d'incertitudes toujours fortes, la reprise de l'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse.

La croissance de l'économie américaine ralentit au deuxième trimestre (+0,4 % par rapport au trimestre précédent après +0,5 %), les exportations étant affectées par l'essoufflement de la demande adressée par la zone euro alors que la demande intérieure pâtit du désendettement des ménages américains. La croissance marque également le pas dans différents pays émergents, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde, en raison de la poursuite de la dégradation de l'environnement international, du resserrement de leurs politiques monétaires et d'une moindre confiance des investisseurs internationaux.

La crise de la dette souveraine continue de se propager. Les PIB de la zone euro et de l'UE27 reculent de -0,2 % au deuxième trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent, après une stagnation au premier trimestre. Cette baisse touche particulièrement les pays du Sud de l'Europe, mais également quelques pays du Nord comme la Belgique (-0,6 %) et la Finlande (-1 %). La progression du chômage (11,2 % en juin 2012) devrait se poursuivre en lien avec la baisse de la production industrielle de la zone euro (-2,1 % en glissement annuel en juin 2012). Les analystes anticipent la poursuite de la contraction de l'activité au prochain trimestre qui provoquerait l'entrée de la zone euro en récession. Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés.

En France, la croissance du PIB est restée nulle pour le troisième trimestre consécutif.

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND – Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 4 septembre 2012 – Dépôt légal : septembre 2012 – ISSN 1968-6277